

Réunion "En marche" sur l'éducation bordélisée à Nanterre

Jeudi 12 avril, les responsables locaux du parti présidentiel étaient plutôt mal inspirés de vouloir tenir une réunion sur l'éducation à Nanterre, dans le contexte actuel. D'ailleurs, de source syndicale, il semblerait que beaucoup de réunions macronistes aient été annulées dernièrement, notamment sur Paris. De fait, jusqu'au dernier moment, nous (celles et ceux qui voulaient bordéliser cette réunion) ne savions pas, jusqu'au dernier moment, si la réunion macroniste allait avoir lieu sur Nanterre.



Arrivé.e.s dans la salle de réunion par petits groupes, la gente bordélisatrice s'est vite rendu compte qu'à part elle, il n'y avait pas grand monde dans la salle à part les organisateurs, la faible base locale LREM (quelques gogos parfois hargneux, toujours avec une capacité d'analyse politique du niveau de celle d'un bulot), et quelques parents d'élèves. Bref, les opposant.e.s représentaient pifométriquement au moins 80% de la salle, sur une bonne cinquantaine de personnes.

Qui étaient donc ces opposant.e.s ? D'abord, le comité de ville pour le droit à l'éducation de Nanterre, apparu il y a plusieurs semaines, et qui s'était réuni préalablement pour discuter de l'intervention parmi la faune macroniste : une douzaine de personnes, enseignant.e.s du premier degré, de deux collèges, du lycée Joliot-Curie, et deux collègues universitaires de Paris Nanterre (la plupart Sud Education, ainsi que des non-syndiqué.e.s ou FSU - SNUipp et SNESup). Appelé.e.s à participer à l'affaire, une trentaine d'étudiant.e.s mobilisé.e.s de Paris 10 se sont rendu.e.s dans la salle, plus quelques militant.e.s de la France Insoumise, ainsi qu'un camarade nanterrien du NPA qui s'est présenté comme tel lors de son intervention.

Les macronistes avaient mis de pâles orateurs à la tribune, renforcée par Isabelle Florennes, arrivée en retard. La seule semblant posséder un minimum de savoir-faire politique dans la salle côté LREM était cette députée LREM élue l'an dernier sur Nanterre-Suresnes sur la base de la guerre fratricide au sein de la FI nanterrienne. Trois intervenants présentés pour leur « expertise » en matière éducative se sont succédé pendant 45 minutes fort ennuyeuses : un technocrate travaillant avec le ministère de l'EN et de l'ESR ; un directeur d'école sur Nanterre, très élégamment cravaté ; et le président de l'UL FCPE de Nanterre. A part eux, quelques personnes de la base macroniste ont soit passé leur temps à râler contre les perturbateurs, soit levé les yeux de plus en plus haut vers le ciel, soit servi les amuse-gueule - du moins au début - à cette salle très hostile.

Après les 3 introductions des « experts » à la tribune, ça a été le feu roulant des critiques de la salle. Tout le monde parmi les opposants à Macron était d'accord pour bordéliser la réunion sans être pour autant d'accord sur la façon de le faire. Certain.e.s enseignant.e.s et parents croient encore trop à la « démocratie » et imaginent possible de dialoguer utilement avec ce pouvoir politique. C'est pourquoi, finalement, la plupart d'entre nous sommes resté.e.s jusqu'au bout. Le seul enjeu idéologique, vu la configuration de la salle, était finalement de convaincre de faire passer du bon côté - celui du comité pour l'éducation qui grandit - une série de parents d'élèves qui défendent des positions contraire au président local, inféodé LREM et présent à la tribune. Ce dernier, tout comme les deux autres orateurs initiaux n'ont plus rien dit ou presque après leur introduction.

Pour résumer, l'avalanche de critiques a concerné tous les domaines : le premier degré (maternelle et élémentaire), à propos des classes de CP à 12 en REP+ à budget constant et de la montée alarmante et consécutive des effectifs dans les autres classes, des non-remplacements, des diminutions de postes au concours ; le collège avec les problèmes graves rencontrés par les établissements les plus populaires de la ville ; le lycée avec la suppression du statut ZEP et ses conséquences à venir en termes de moyens sur les effectifs, sur les dédoublements de classes et les projets spécifiques, ainsi qu'avec la réforme du lycée et du bac ; la sélection à l'entrée à l'université, aussi bien côté enseignant.e.s qu'étudiant.e.s mobilisé.e.s. Dans ce dernier domaine, non prévu initialement à l'ordre du jour, mais qui s'est imposé vu l'actualité et vu ses liens avec la réforme du lycée, la fin de la réunion a été particulièrement animée, dramatiquement même, avec une étudiante de Paris 10 sortie en larmes, subissant un choc traumatique suite aux coups reçus lundi des CRS et couverte de bleus aux jambes. Auparavant, une bonne partie des opposant.e.s avaient déjà sorti des feuilles A4 en couleur confectionnées par des enseignant.e.s, pour dénoncer tous les maux qui touchent l'éducation et que le gouvernement aggrave. Après plusieurs saillies militantes dans la salle, visant notamment à mettre en opposition le discours officiel, favorable au respect, au dialogue et à l'éducation à la citoyenneté (discours répété à l'envi), et la répression féroce qui s'abat notamment contre le mouvement étudiant, notamment à Nanterre, un militant syndical a pris finalement la parole pour annoncer que les flics étaient train d'évacuer la Sorbonne et voulaient faire de même à Tolbiac. La députée, complètement débordée, a alors mis fin à la réunion dans une confusion assez indescriptible. Auparavant, le camarade du NPA avait imposé son intervention contre l'ordre du jour prévu, pour dénoncer la révocation signée par Macron du camarade postier Yann Lemerrer (depuis réintégré) ainsi que le licenciement de Gaël Quirante favorisé par Pénicaud.

Les parents d'élèves présent.e.s ont-ils été convaincu.e.s par LREM ? A coup sûr, non (à part les rouages de cette organisation). Ont-ils été convaincu.e.s de rejoindre le comité de mobilisation ? On va vite le savoir. Il va falloir agir en ce sens. Le problème local concerne massivement la FCPE, on l'a vu clairement : LREM a fait du travail en ce sens, et cela paralyse la mobilisation nécessaire des parents. C'est une des raisons des

difficultés rencontrées dans la jonction parents-enseignants.

Pour ce qui est de LREM, leur organisation a semblé très faible localement. Facilement débordés, les orateurs/trices et la députée locale ne répondaient aux questions – au mieux – que par des procédés rhétoriques qui ne faisaient illusion auprès de personne. LREM a aussi semblé divisée sur la répression des étudiant.e.s, qui fait quand même bien tache dans leur discours.

Tony Lambada, le 14 avril 2018